

Service de presse

**DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
FORUM NATIONAL DES CONSEILS CITOYENS**

Paris – Jeudi 27 octobre 2016

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs,

Je salue les élus aussi qui sont ici et qui contribuent à ce que nous mettons en œuvre pour la ville.

Mais d'abord, je ne me plains pas de cette liberté. Cette liberté que vous avez prise, cette liberté que les conseils citoyens peuvent représenter. Parce que s'il n'y a pas l'expression des citoyens, que veut dire la démocratie ? Ce n'est pas simplement voter tous les six ans dans une ville. Ce n'est pas simplement voter tous les cinq ans pour un Président ou une Présidente de la République. La démocratie, c'est aussi de pouvoir tous les jours déterminer son destin, de choisir sa vie et d'avoir la conviction que son intervention peut être utile aux autres. C'est ce que vous avez, à un moment ou à un autre, témoigné.

J'ai entendu les restitutions, j'ai entendu aussi un certain nombre de questions et je resterai après pour pouvoir vous entendre. Mais le Conseil citoyen, c'est un instrument qui a été créé par la loi Lamy, je salue ici celui qui l'a portée. C'est un outil, un instrument, non pas une structure, mais des hommes et des femmes qui peuvent s'en emparer.

Quand on ouvre, - y compris par le tirage au sort, - la possibilité à des citoyennes et à des citoyens des quartiers, des villes, de pouvoir siéger dans une instance, il y a toujours une question : Pourquoi ceux-là et pas d'autres ? Pourquoi ils ont été choisis et pas les autres ? Mais c'était le but justement de pouvoir dire que certains citoyens, par le tirage au sort, pourront s'exprimer, non pas au nom des autres, mais pour dire ce qu'est leur vie et ce qu'ils attendent d'une politique.

Quand on crée un instrument, il faut lui donner les moyens de s'accomplir, de se manifester, de ne pas simplement être dans une confrontation avec les élus, ce n'est pas cela le Conseil citoyen. Ce n'est pas être un nouveau Conseil municipal, c'est pouvoir dialoguer, pouvoir prendre ses responsabilités avec les élus, ne pas être une opposition municipale, pas davantage une courroie de transmission de la municipalité, non ! Prendre sa place, toute sa place.

J'ai entendu ce que certains disaient, c'était très juste : Faut-il encore nous fournir le mode d'emploi. Faut-il avoir le temps pour aller dans le Conseil citoyen. Faut-il savoir exactement qu'est-ce que ces sigles, ces acronymes qu'on prononce dans le cadre de la politique de la ville veulent dire ? Faut-il savoir ce qu'est un contrat de ville ? Faut-il comprendre ce que sont les financements, ce que peut faire une agence comme l'ANRU – j'en salue le président – ce à quoi servent ces milliards pour changer la vie dans les quartiers ?

Donc, ce que j'attends de vous, c'est ce que vous avez fait, prendre votre place, prendre la parole et participer aux décisions. Parce que le Conseil citoyen, ce n'est pas simplement une instance de participation, une instance où on demande simplement un avis. Dans le cadre du contrat de ville, le Conseil citoyen doit participer à son élaboration, à sa traduction, à son évaluation et finalement à sa bonne application.

La politique de la ville, cela a été longtemps – c'était bien qu'il en fut ainsi – des milliards qui ont été dégagés pour rénover les immeubles, pour en détruire un certain nombre d'autres, pour reconstituer des quartiers, pour pouvoir améliorer l'habitat. De quoi s'est-on rendu compte ? Non pas que cette politique avait échoué, c'était très important de pouvoir avoir un cadre de vie qui soit digne, qui soit humain, qui soit beau. Parce que pourquoi ce serait beau dans les anciens centres-villes et pas dans les quartiers ou dans les nouvelles villes ?

Donc, le principe que l'on puisse, améliorer, donner une vision positive gratifiante aux habitants des quartiers, c'était la politique de la ville. Mais cela ne suffisait pas, parce qu'il y avait l'oubli de l'essentiel, l'oubli de celles et ceux qui y vivaient, tout simplement, vous. C'est ce que nous avons voulu engager à travers la nouvelle politique de la ville.

D'abord, fixer une carte des quartiers prioritaires, qui ne sont pas toujours ceux auxquels on pense et avec un seul critère : le revenu. Là où il y a le plus de difficultés, de fragilités, parfois de pauvreté, c'est là que l'on doit faire plus. C'est donc le sens de cette carte qui a été redessinée pour les quartiers. Il fallait ensuite trouver un instrument, le contrat de ville et faire en sorte que cet instrument puisse rassembler toutes les politiques, les politiques éducatives, parce que c'est dans les quartiers que l'on doit faire davantage pour la réussite scolaire, les politiques de sécurité, parce que c'est là que l'on doit faire de la prévention, de la présence et quelques fois intervenir, mais dans un rapport différent, où chacun comprend bien la place de la police et où chacun attend aussi d'être en sécurité.

Et puis, le contrat de ville, c'est là où on peut faire davantage aussi pour l'accompagnement des politiques sociales, parce que c'est souvent dans ces quartiers-là qu'on a le plus besoin de présence médicale, de présence de psychologues, de présence aussi de tous ceux qui peuvent accompagner les enfants. Parce que vous voulez que vos enfants vivent mieux que vous, parce que c'est le but même d'une société.

A travers ces contrats de ville, il fallait qu'on puisse donner la parole. C'est toujours un risque, donner la parole, on l'a bien vu ce soir ! On dit on veut donner la parole, tout le monde veut la parole ! Mais ce risque vaut la peine, il mérite qu'on le tente, ce pari-là, donner la parole. Cela peut être confus, cela peut être contradictoire. Mais ce qui est essentiel, c'est la parole. Rien n'est pire que le silence, l'indifférence, l'oubli, l'abandon, la relégation.

Tout au long de cette journée, si j'ai bien compris, il y a eu plein d'expressions. Avec la frustration, parce que quand on donne la parole, on veut aussi qu'il y ait des actes qui suivent. Ce n'est pas simplement de faire de la démocratie participative où chacun vient donner son mot, sa phrase. Ce que l'on doit construire, co-construire ensemble, c'est une politique à l'égard des villes qui sont les plus concernées par les difficultés, par les fragilités, par les inégalités, par les discriminations, par l'insécurité, par le chômage !

On a voulu mettre en place une politique de la ville qui soit concentrée à travers les quartiers qui ont le plus besoin de solidarité. On a voulu rassembler des financements, on a mis 5 milliards pour l'Agence de rénovation urbaine. Aujourd'hui, on va rajouter encore un milliard de plus. Pourquoi faire ? Pas simplement pour améliorer le bâti, mais pour qu'il y ait davantage pour les écoles, davantage pour les équipements culturels, davantage pour les lieux sportifs, davantage pour les lieux de médiation, davantage pour tout ce qui fait la vie dans les quartiers.

De la même manière, on va mettre davantage de moyens pour que le numérique, les nouvelles technologies soient à la disposition de tous dans les quartiers. On va faire en sorte que la création d'entreprise, le développement économique aussi, soient rendus possibles dans les quartiers.

Ce que vous avez dit et que je n'ai pas pu entendre et dont on m'a donné la restitution, c'est que vous avez parlé de problèmes qui existent et on les connaît. Mais vous avez parlé aussi de vos réussites, de la fierté que vous avez, comme cette femme l'a dit, de ses enfants qui ont un emploi et qui ont réussi leurs études. Parce que dans les quartiers, il y a plein de talents et si la France se prive de ces talents-là, si la France n'arrive pas à capter ce qu'il y a de meilleur, de mieux pour notre avenir, comment va-t-elle grandir cette France ?

La France dépend de vous. Vous êtes près de 6 millions à vivre dans ce qu'on appelle « les quartiers de la politique de la ville », 6 millions. Vous êtes pour beaucoup plus jeunes que le reste de la population française. Vous avez plus d'ardeur, plus encore envie de réussir. Je sais que certains décrochent et c'est ceux-là qu'il faut aller chercher. Ceux qui se perdent, ceux qui sont dans la perte de leurs repères et qui, à un moment, peuvent basculer, on le sait. C'est ceux-là qu'il faut aller prendre, au moment où c'est encore possible. C'est le rôle aussi que nous devons tous avoir pour les quartiers.

Ce que j'attends de vous à travers ces Conseils citoyens, c'est ce que vous avez fait. D'abord, investir ces lieux, prendre ces décisions avec les acteurs locaux, avec l'Etat, avec les bailleurs sociaux. Parce que c'est là que nous pourrions mettre en œuvre la politique de la ville.

Ce que j'attends de vous, c'est que vous puissiez pleinement vous saisir de cet instrument, pleinement prendre votre place, pleinement intégrer ces lieux de débats et de démocratie. Ce que j'attends aussi de vous, c'est que vous puissiez parler au nom des quartiers, montrer à la France qu'elle peut avoir confiance dans ses lieux, confiance dans ses populations, confiance dans ses jeunes. Vous êtes la France !

A un moment, il a été dit qu'il n'y a pas de règles particulières pour un certain nombre de lieux. La laïcité, elle vaut sur tous les lieux de la République. Ce sont les mêmes principes, ce sont les mêmes règles, c'est la même liberté de croire ou de ne pas croire et ce sont les mêmes conséquences qui doivent être trouvées partout sur nos territoires. Il n'y a pas de discrimination à faire, pas de discrimination entre les origines, entre les parcours, entre les couleurs et entre les religions. Nous devons ici porter la même idée de la République.

Je sais que c'est la vôtre parce que, en venant dans ces Conseils citoyens – ils seront près de 1000 bientôt et nous allons les accompagner, cela a été dit, avec des services civiques, des moyens financiers, de la formation indispensable – vous faites la République ! La République a besoin de vous, et vous, vous avez besoin de la République.

Mesdames, Messieurs, j'aurais pu vous en dire encore beaucoup plus, sur ce que nous voulons faire ensemble, à travers les politiques que nous avons mises en place. Ce que je voulais aussi, c'était vous entendre et ce dont je voulais surtout vous convaincre, c'est de faire réussir la politique de la ville. La politique de la ville est définie par un gouvernement, nous l'avons fait ; par le législateur avec la loi, par des administrations pour mettre en œuvre nos orientations, par des élus locaux, rien ne peut se faire sans les élus locaux. Je crois que nous avons une co-construction à établir.

Mais une politique ne peut réussir que si les citoyens s'en emparent. Il n'y a pas les citoyens d'un côté et les représentants de l'autre. C'est d'ailleurs ce qui mine notre démocratie aujourd'hui. Vous l'avez souligné, ce climat de défiance, penser qu'il y a ceux qui sont au pouvoir et ceux qui subissent, penser qu'il y a des décisions qui sont prises sans entendre, penser qu'il y a des financements qui sont dispersés sans conséquence, penser aussi et surtout dans beaucoup de villes de France, qu'on vous oublie, on vous néglige, on vous abandonne. Voilà ce que l'on entend, voilà ce qui à un moment, peut alimenter, on le sait, l'extrémisme, le populisme et parfois une radicalité.

Nous avons ce devoir, ce devoir de retisser les fils, de renouer le dialogue, de porter ensemble la même espérance, de faire la République. Vous êtes la République, vous êtes ici rassemblés, plus de 1 000 conseillers, 1 000 à pouvoir être à votre place. Je sais aussi ce que vous pouvez ressentir, vous avez été, pour certains représentants des associations, d'autres tirés au sort. Les associations, nous avons voulu qu'elles puissent avoir les moyens d'agir : 200 millions d'euros ont été dégagés pour les associations, parce que s'il n'y a pas les associations dans un certain nombre de nos villes, de nos quartiers, qui va agir avec les élus ? Qui va être capable d'accompagner les plus faibles, les plus fragiles ? Qui va pouvoir donner la parole ? Qui va pouvoir permettre à des jeunes de s'exprimer ? Qui va pouvoir les accompagner ? Donc merci aux associations, merci aux adultes-relais, parce que là aussi, 4 000 personnes qui, tous les jours et même la nuit, font en sorte qu'on puisse éviter un certain nombre de difficultés dans nos quartiers.

Merci à tous ceux qui contribuent à donner une image différente de la caricature que l'on a d'un certain nombre de villes et de quartiers. Vous l'avez tous dit, à la fois vous êtes fier et vous êtes, à un moment, accablé, parce que chaque fois qu'on parle des quartiers, on parle toujours des mêmes images, des mêmes violences, des mêmes dégradations, des mêmes

échecs. Alors que ce que je veux, c'est que quand on parle des quartiers, on puisse parler réussite, personnes création d'emplois, capacité à créer, talent, culture, sport et volonté de réussir !

Nous avons créé une Agence du développement économique, pour qu'il puisse y avoir un accompagnement des jeunes ou des moins jeunes qui veulent créer leur propre emploi, leur entreprise ou une association ; bref qui peuvent être utiles aux autres et utiles à eux-mêmes. De la même façon, le service civique est à la disposition de toutes les collectivités, de toutes les associations pour permettre qu'il y ait le lien entre les générations, ou le lien entre les territoires.

Puis, nous avons besoin des citoyens, même tirés au sort, surtout tirés au sort. Vous êtes là, certains se sont dit : « Mais comment on a fait pour arriver là ? » C'est une vieille idée, le tirage au sort, même lorsque les révolutionnaires, en 1789, ont cherché comment faire représenter le peuple, il y a eu deux principes : l'élection et le tirage sort.

C'est le suffrage universel qui fonde la démocratie ! Ce à quoi je vous engage, c'est le vote. Vous pouvez avoir le choix que vous voulez, c'est votre liberté. C'est votre liberté ! Mais la liberté, ce n'est pas de voter ou de ne pas voter. Non ! La liberté, c'est d'utiliser son bulletin de vote pour exprimer ce que l'on veut. Il y a suffisamment d'offres pour ne pas avoir à négliger ce qu'est l'instrument principal de la Démocratie.

Les révolutionnaires de 1789 s'étaient également posé la question de savoir s'il ne fallait pas des assemblées tirées au sort. C'est ce que nous avons pensé aussi pour ces Conseils citoyens, où les citoyens membres seraient tirés au sort, choisis de manière aléatoire et ces conseillers sont là qui s'emparent de ce droit. Emparez-vous de ce droit!

Mes chers amis, il n'y a qu'une France, une seule, même si j'ai beaucoup parlé de la politique de la ville. Il n'y a qu'une France habitée par des citoyens tous égaux en droits et en devoirs. Il n'y a qu'une France avec les mêmes conditions qui doivent être données pour réussir sa vie, parce que c'est la première des priorités pour vous et pour le pays : réussir, réussir votre vie, réussir la vie de vos enfants, faire réussir aussi vos villes et vos quartiers, faire réussir la France, quels que soient votre parcours, votre âge, chacun, chacune doit pouvoir réussir. Le devoir du Président de la République, est de créer, avec le gouvernement, avec le Parlement, des conditions pour que vous puissiez réussir.

Mon dernier mot – après, je resterai sous les formes que l'on déterminera, avec vous pour vous entendre, peut-être par petits groupes ;- la République vous appartient ; c'est vous, la République. Prenez bien conscience : la République n'est pas une entité extérieure à vous. La République, c'est vous ! Elle compte aussi sur vous, autant que vous pouvez compter sur elle. Ne doutez jamais de la République, ne doutez jamais de la démocratie, ne doutez jamais de la France ; c'est votre pays et c'est un grand pays. Merci.